



Après le succès du 7 mars, on continue : imposons le retrait du CPE !

Partout, le 7 mars, les mobilisations ont doublé, voire triplé, par rapport au 7 février, rassemblant, selon la CGT, près d'un million de personnes dans toute la France. Le plus souvent, les jeunes constituaient une bonne partie des cortèges. Les salariés du privé étaient bien présents. Le refus du CPE devient une vague de contestation de la politique du gouvernement qui touche toutes les générations, toutes les catégories de salariés et reçoit la sympathie et la solidarité de la grande majorité de la population. Les étudiants ont décidé de continuer la lutte pour faire céder le gouvernement. Gagner est aujourd'hui possible.

VILLEPIN CHUTE...

La popularité de Villepin s'effondre chaque jour un peu plus comme pour son prédécesseur Raffarin. Même dans les rangs de la droite, l'exaspération s'exprime publiquement tant les choses se compliquent pour Matignon. Les statistiques du chômage, pourtant bien contrôlées par les ministres, repartent à la hausse. Et l'affaire GDF-Suez relève d'un cynisme absolu : le gouvernement bafoue sa propre promesse de garder 70 % de part publique après l'ouverture du capital en 2004.

Et Villepin soucieux de montrer ses capacités de candidat à la présidentielle tente vainement d'affirmer son autorité.

Il a réussi à se mettre à dos même le dirigeant de la CFDT, François Chérèque, pourtant tout disposé à participer à toutes les concertations.

Villepin est isolé et avec lui l'ensemble du gouvernement. Désavoué le 29 mai dernier, il est à nouveau désavoué par la rue. Il faut le faire céder.

NE COMPTER QUE SUR LA MOBILISATION

Pour y parvenir, les salariés comme la jeunesse doivent compter sur leur propre capacité d'initiative. Le Parti socialiste ne pense qu'à capter la sympathie des mécontents pour... 2 007 tout en cherchant à inventer un énième contrat, coûtant le moins cher possible aux

patrons. Et Ségolène Royal programme la fin des 35 heures car, selon elle, « *il y a des salariés qui ont envie de travailler plus et cette liberté doit leur être donnée* ».

Les directions syndicales quant à elles tentent d'éviter un affrontement avec le gouvernement. La veille du 7 mars, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, déclarait : « *Nous mettrons le temps qu'il faut, mais nous allons gagner* ». Oui, il est possible de gagner mais à condition de tout faire pour amplifier la mobilisation, maintenant.

UNE POLITIQUE POUR LA LUTTE

Nous sommes à un moment décisif. Le mouvement anti-CPE des universités s'est déjà doté d'un plan de bataille, après avoir traversé la période des congés : la « grève reconductible à partir du 7 mars », et des dates relais, les 9, 14 et 16 mars. Il a raison.

Les directions syndicales doivent elles aussi, en lien avec les étudiants, tracer des perspectives de mobilisation dont la prochaine étape doit être une journée de grève interprofessionnelle avec les étudiants et les lycéens.

Il est possible de multiplier les échanges entre les jeunes et les salariés pour mettre en place des coordinations unitaires. Il s'agit de mener une large campagne contre le CPE, le CNE, contre la généralisation de la précarité en expliquant que cela n'est pas une fatalité, mais bien une politique au service des classes privilégiées et des gros actionnaires.

C'est le moment de démultiplier les collectifs unitaires, associant les réseaux du 29 mai, les partis politiques, les syndicats, aux côtés du mouvement des jeunes et du front syndical, sans exclusive.

Il n'y a rien à négocier, le retrait du CPE est un préalable.

C'est tout de suite, par la mobilisation, qu'il faut battre ce gouvernement et sa politique.

Le 8 mars 2006

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :